

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 6 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CDMR**

Les Mouillères  
16270 Terres-De-Haute-Charente

Références : 2025\_1521\_UbD16-86\_Env

Code AIOT : 0007206212

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement CDMR implanté Les Mouillères - 16270 Terres-de-Haute-Charente. L'inspection a été annoncée le 02/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'inspection de la carrière CDMR de Genouillac (Terres-de-Haute-Charente).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CDMR
- Les Mouillères - 16270 Terres-de-Haute-Charente
- Code AIOT : 0007206212
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière CDMR de Genouillac (Terres-de-Haute-Charente) bénéficie d'une autorisation environnementale d'exploiter depuis février 1991. Cette autorisation a été renouvelée pour 30 ans par arrêté préfectoral du 23 novembre 2020. Cet arrêté inclut également une extension du site. De la diorite est extraite, pour une quantité maximale annuellement autorisée de un million de tonnes. La carrière couvre une superficie totale de 59,6 ha.

Des équipements connexes permettent le fonctionnement de la carrière, en particulier les installations de broyage, concassage et tri de matériaux. Ces activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 mois
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, articles 11.3, 11.4 et 12.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 17 et 20	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Divers équipements permettent de faire fonctionner la carrière, en particulier les installations de broyage, concassage et tri de matériaux, mais également des diverses autres équipements (par exemple, stations-service). Ces installations et activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006. Il a toutefois été constaté qu'une mise à jour de celui-ci est nécessaire pour rendre compte de l'ensemble des installations et activités actuellement présentes sur le site. Il a donc été demandé à l'exploitant d'en dresser un inventaire global et de le porter à la connaissance (PAC) du préfet en vue d'actualiser la situation administrative de la carrière et des équipements qui concourent à son bon fonctionnement.

Ce PAC sera communiqué lors de phase de modernisation (décembre 2026-mars 2027) d'une partie des installations de broyage et de concassage présentes sur la carrière, pour lesquelles la puissance devrait évoluer, sans savoir actuellement dans quelles proportions.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Caractéristiques de l'autorisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 1.1

**Thème(s) :** Situation administrative, rubriques ICPE

#### Prescription contrôlée

La Société CALCAIRES ET DIORITES DU MOULIN DU ROC, (CDMR), dont le siège social est situé à La Péruse 16270 Roumazières-loubert, est autorisée à exploiter au lieu-dit « Les Mouillères », sur le site de la carrière de diorite de Genouillac, une installation de traitement de produits minéraux et une centrale d'enrobage à chaud et comprenant les installations classées suivantes sous réserve des prescriptions du présent arrêté :

NUMÉRO NOMENCLATURE	ACTIVITÉS	CAPACITÉ	CLASSEMENT
2515-1	Installation de broyage, concassage de produits minéraux - Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation supérieure à 200 kW	P = 1 300 kW	A
2521-1	Centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers	-	A
1434-1-b	Installation de distribution de carburant - Débit équivalent supérieur à 1 m³/h, mais inférieur à 20 m³/h	D = 1,4 m³/h	D
1520-2	Dépôt de matière bitumineuse - Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'installation supérieure à 50 t, mais inférieure à 500 t.	Q = 132 t	D
2915-2	Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. Température d'utilisation inférieure au point éclair du fluide, quantité présente dans l'installation supérieure à 250 l.	Q = 1 800 l T° utilisation = 170°C Point éclair = 212°C	D

A = Autorisation

D = Déclaration

#### Constats

1) L'arrêté préfectoral du 13 mars 2006 stipule que, sont présentes sur le site, des installations de broyage, concassage et tri de matériaux minéraux, une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers et une installation de distribution de carburant.

2) L'inspection du 10 octobre 2019 a constaté que la centrale d'enrobage n'a jamais été mise en service.

3) La sous-préfecture de Confolens a enregistré le 11 août 2011 (lettre du 12 août 2011) la déclaration d'existence d'une station de distribution de carburant pour la nouvelle rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées, installation qui peut continuer à fonctionner avec le bénéfice du régime de l'antériorité et des droits acquis.

4) CDMR a déposé un porter à connaissance (PAC) daté du 4 mars 2022 pour la création d'une aire de distribution de gazole non routier (GNR). L'objectif est de séparer le flux entre les poids lourds et les véhicules légers (qui fonctionnent au gazole) et les engins (qui fonctionnent au GNR) pour éviter une interaction et limiter les risques de collisions. Ce PAC précise que la cuve de stockage

est de 120 m<sup>3</sup> de GNR. Elle est placée sur une rétention en béton, étanche et hors sol, dont la capacité est supérieure à la capacité de la cuve.

5) La présente inspection a permis de mettre en évidence que deux stations-service sont dédiées à la distribution de carburant. L'une délivre du gazole, l'autre du GNR. D'autre part, deux réserves de carburant sont présentes sur le site, l'une de 200 m<sup>3</sup> (gazole) et l'autre de 120 m<sup>3</sup> (GNR). Ces deux réserves sont placées sur rétention. L'exploitant indique que la réserve de gazole est à double enveloppe.

6) L'exploitant informe l'inspection que le remplacement d'une partie des installations de broyage, concassage, tri de matériaux est planifié de décembre 2026 à mars 2027. La puissance de ces installations devrait évoluer, sans en savoir actuellement l'ampleur.

7) Compte tenu des évolutions sur les installations connexes à sa carrière, CDMR transmettra début 2027 à l'inspection un PAC de mise à jour de l'ensemble de ses installations et activités du site (installations de broyage, concassage, tri de matériaux, stations-service, réserves de carburant, station de transit, regroupement et tri de produits minéraux et déchets non dangereux inertes, etc.), de leur classement ICPE et du régime administratif applicable (autorisation, enregistrement, déclaration, non classement).

8) Ce PAC à venir conduira à la mise à jour des actes administratifs qui encadrent actuellement l'exploitation de la carrière et ses installations et activités connexes (arrêtés préfectoraux des 23 novembre 2020 et 13 mars 2006).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat**

Il est demandé à l'exploitant, pour début 2027, de transmettre à l'inspection un porter à connaissance de la mise à jour de l'ensemble des installations et activités qui concourent à l'exploitation de la carrière, de leur classement ICPE et du régime administratif applicable (autorisation, enregistrement, déclaration, non classement).

Ce porter à connaissance doit également détailler les installations qui auraient cessé ou qui n'auraient jamais été mises en fonctionnement. Dans le cas d'arrêt d'activité, il convient de justifier de l'absence d'impact de celles-ci dans les eaux souterraines et dans les sols sous-jacents.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 mois

## N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, articles 11.3, 11.4 et 12.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée</b>  <i>Article 11.3 Installations électriques</i>  Les installations électriques sont conformes à la norme NFC 15.100 pour la basse tension et aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200 pour la haute tension. [...]  <i>Article 11.4 Electricité statique – Mise à la terre</i>  En zones à risques, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.  L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes. [...]  <i>Article 12.5 Vérifications périodiques</i>  Les installations électriques, les engins de manutention, les bandes transporteuses et les matériels de sécurité et de secours, doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.
<b>Constats</b>  Le rapport APAVE n° 6502983-014-1 de la dernière vérification des installations électriques date du 30 avril 2025 et porte sur les bureaux, atelier, bungalow et installations de la carrière. Aucune non-conformité n'a été relevée.  En revanche, les disjoncteurs différentiels du tableau général basse tension (TGBT) 380 V (bascule, ateliers, PC trémie extérieure, etc.) n'ont pas été testés. L'exploitant indique que le test de ces disjoncteurs différentiels nécessite des arrêts de systèmes et équipements. Dans l'avenir, il prévoit de coordonner ces arrêts avec la période de vérification de ceux-ci.  En effet, l'inspection rappelle que le contrôle annuel des installations électriques doit porter sur la <b>totalité</b> des installations.  <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b>  Il est demandé à l'exploitant, lors de la vérification périodique de ses installations électriques (la prochaine aura lieu en avril 2026), de faire contrôler et tester <b>l'ensemble</b> des éléments et dispositifs électriques présents sur son site, y compris les disjoncteurs différentiels du tableau général basse tension (TGBT) 380 V.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 3 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17 et 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescriptions contrôlées</b>  <i>Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</i>  <i>Article 17</i> [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.  <i>Article 20</i> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...]
<b>Constats</b>  L'ensemble des extincteurs présents dans les bâtiments, ateliers, installations, engins, etc. ont été vérifiés le 2 juillet 2025 par SAVPRO Grand Ouest.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite